



Assemblée générale

Distr. limitée
12 novembre 1999
Français
Original: anglais

Cinquante-quatrième session

Troisième Commission

Point 107 de l'ordre du jour

Prévention du crime et justice pénale

Albanie, Andorre, Argentine, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Belize, Bosnie-Herzégovine, Canada, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Djibouti, Dominique, El Salvador, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Grèce, Grenade, Honduras, Îles Salomon, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kirghizistan, Lettonie, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Malte, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Nicaragua, Niger, Norvège, Portugal, République de Moldova, République dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sénégal et Tadjikistan : projet de résolution révisé

Conférence de signature par des personnalités politiques de haut rang de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 53/111 du 9 décembre 1998, par laquelle elle a décidé de créer un comité intergouvernemental spécial à composition non limitée chargé d'élaborer une convention internationale générale contre la criminalité transnationale organisée et d'examiner s'il y avait lieu d'élaborer des instruments internationaux pour lutter contre le trafic de femmes et d'enfants, la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, et le trafic et le transport illicites de migrants, y compris par voie terrestre, maritime et aérienne,

Rappelant également que, dans sa résolution 54/..., elle a prié le Comité spécial de consacrer suffisamment de temps, sous réserve de la disponibilité de ressources au titre du budget ordinaire ou des fonds extrabudgétaires, à la négociation des projets de protocole concernant la lutte contre le trafic d'êtres humains, en particulier de femmes et d'enfants, la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions et transport clandestin de migrants, par voie terrestre, maritime et aérienne, afin de se donner de meilleures chances d'achever les protocoles en même temps que le projet de convention lui-même,

Considérant que les travaux du Comité spécial sont bien avancés et pourraient être achevés en 2000, dans les délais souhaités,

Sachant que les négociations relatives aux dispositions de fond du projet de convention et des projets de protocoles s'y rapportant se poursuivent à Vienne, conformément à sa résolution 40/243 du 18 décembre 1985 et à ses résolutions 53/111 et 53/114 du 9 décembre 1998,

Rappelant que, dans sa résolution 54/..., elle a décidé que le Comité spécial lui présenterait le texte définitif du projet de convention et des projets de protocoles s'y rapportant afin qu'elle l'adopte au plus tôt, avant la réunion d'une conférence de haut niveau en vue de leur signature,

Rappelant également la Déclaration politique de Naples et le Plan mondial d'action contre la criminalité transnationale organisée, adoptés par la Conférence ministérielle mondiale sur la criminalité transnationale organisée, tenue à Naples (Italie) du 21 au 23 novembre 1994¹, dans laquelle la Commission de la prévention du crime et de la justice pénale était priée d'engager le processus d'élaboration d'instruments internationaux, comme une convention ou des conventions contre la criminalité transnationale organisée,

Consciente du rôle que la Pologne a joué dans ce processus et de la contribution qu'elle a apportée à l'élaboration d'un projet de convention contre la criminalité transnationale organisée,

Considérant la portée symbolique et historique qu'aurait le fait d'associer à la ville de Palerme (Italie) la première convention internationale contre la criminalité transnationale organisée,

1. *Accepte avec reconnaissance* l'offre du Gouvernement italien d'accueillir à Palerme une conférence réunissant des personnalités politiques de haut rang qui viendront y signer la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et les projets de protocoles s'y rapportant;

2. *Décide* de réunir à Palerme la Conférence de signature de haut niveau de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée;

3. *Prie* le Secrétaire général de prévoir la tenue de la Conférence à Palerme pour une durée d'une semaine au plus avant la fin de l'Assemblée générale du millénaire en 2000, et de l'organiser en tenant compte de sa résolution 40/243;

4. *Demande* au Centre des Nations Unies pour la prévention de la criminalité internationale de collaborer avec le Gouvernement italien, en consultation avec les États Membres, à l'établissement de l'ordre du jour de la Conférence de signature, qui devra prévoir la possibilité pour les délégués de haut rang d'examiner des questions ayant trait au projet de convention et aux projets de protocoles s'y rapportant, en particulier les activités de suivi à prévoir pour l'application efficace de ces instruments et pour les travaux futurs;

5. *Invite* tous les États à se faire représenter à la Conférence de signature au niveau gouvernemental le plus élevé.

¹ A/49/748, annexe, chap. I, sect. A.